

## Chômeurs de tout le pays, assemblons-nous

**Author :** admin

**Date :** 15 octobre 2012

Des centaines de milliers de personnes de ce pays vont bientôt cracher au bassinet non pas leurs dents en or mais les chicots qu'il leur reste alors qu'ils n'ont en rien contribué à aggraver un déficit public de plusieurs milliards.

Pourtant, pas un appel à manifester ne sort, pas une invitation à se réunir pour penser les barricades et entamer leur construction... Bien sûr, dans les bureaux syndicaux, certains permanents de base se démènent, au risque de se choper un burn out. Mais rien n'y fait.

Le travail de chien de garde, accompli à merveille par certains médias mainstream <sup>1</sup>, ne saurait expliquer à lui tout seul cette inertie. L'heure du renoncement syndical semble avoir sonné. Enfin, tant qu'on tient l'index, ma foi. Parce qu'on ne peut pas tout avoir – le laïus est bien connu, même « à gauche ».

Alors naissent sur la toile le site 1000milliards.be, puis à Liège une coordination de chair et d'os en riposte aux mesures d'austérité et à Bruxelles le collectif Dites33... La lutte est ouverte. Nous savons qu'elle sera longue. Et qu'elle oppose David à Goliath. L'accord gouvernemental a mis un an et demi à voir le jour, phrase après phrase, mot après mot, virgule après virgule. Tous les médias du royaume se sont émus de cet accouchement au forceps, au contraire de certains citoyens qui savaient qu'une fois constitué, ce gouvernement allait les manger tout crus.

Il faut, pour comprendre ce qui se joue, se rappeler cette évidente articulation : le détricotage du droit au chômage est la condition première de la déconstruction de toute protection des travailleurs, de leur revenu à leur statut ! Pousser sur le marché de l'emploi des milliers de personnes prêtes à tout faire pour obtenir un job, y compris des concessions essentielles au droit du travail censé les protéger, provoquera en chaîne un impact catastrophique sur la situation de tous les travailleurs, ce qu'aucun politicien bien sûr n'ignore. Or celle-ci est déjà loin d'être brillante <sup>2</sup>. Ce contexte crée une fracture subjective chez nombre de salariés en souffrance qui ont l'impression de payer pour des gens qui, eux, ne souffrent pas.

Il faudrait d'abord recadrer les chiffres : un salarié cotise pour le chômage... 0,87 % de son salaire brut, soit pour un bas salaire de 1600 euros une cotisation de... 14 euros par mois ! Pour une carrière sans interruption de 40 ans, cela équivaut à un versement total de 6720 euros - l'équivalent de six mois d'allocations de chômage auxquelles un tel salaire donnerait droit <sup>3</sup>. Donc si, d'aventure somme toute assez probable, vous passez par six mois cumulés de chômage (ou de pré-pension) sur 40 ans de carrière professionnelle, vous aurez récupéré votre mise et vous n'aurez donc payé pour aucun de ces « fainéants » !

Dans le chef du « petit salarié » qui se tape les boulots les plus pénibles et les plus précarisés, cet effort financier est évidemment discutable mais ces montants valent-ils un déferlement

haineux dans les médias et dans les propos de ceux qui commentent leurs articles <sup>4</sup>?

On pourrait plutôt réclamer, et on devrait peut-être même l'obtenir d'urgence, que soit revu le financement de la sécu. Est-ce normal que l'effort de cotisation ne soit pas progressif comme pour le calcul de l'impôt ? Est-ce normal que, quand une entreprise met un travailleur au chômage, en le remplaçant par une machine, le patron (qui affirme payer des « cotisations patronales ») cotise moins à la sécu, alors qu'il met à charge de la collectivité de subvenir aux besoins financiers de cette personne qui n'a pas choisi de ne plus produire de richesse pour la société ?

On peut aussi se demander en réalité quelle place prend aujourd'hui dans ce débat public l'argumentation rationnelle. On sait que, suivant les régions, le rapport entre l'offre d'emploi et la demande varie de 1 pour 12 (moyenne nationale) à 1 pour 30 (à Bruxelles). On sait aussi que les mesures contre les chômeurs ne vont rien rapporter de sérieux au renflouement du déficit public. La dégressivité des allocations de chômage, bénéfice escompté selon la Cour des comptes : 116 millions ! La limitation des allocations d'insertion dans le temps : 51 millions que devront pour partie assumer les CPAS qui verront ces exclus débarquer pour réclamer à juste titre un RIS à charge des communes. Et le gouvernement dans son accord de décembre a décidé d'assumer, en versant compensation aux communes pour ces charges supplémentaires qui leur incomberont. Dont bénéfice pour l'Etat, potentiellement : zéro euro ! Pendant ce temps, les multinationales éludent, elles, 19 milliards d'impôts par an <sup>5</sup> ! Pourtant reste de mise le haro sur le baudet que la ministre compte dresser à coups de carotte et de bâtons ! On nage en pleine irrationalité, on frise l'hystérie !

Pourtant, pour arracher significativement quelque chose, nous, chômeurs, ou plutôt hybrides d'un salariat devenu poreux, nous savons qu'il nous faudra le soutien de ceux qui sont encore au cœur de la production salariée, que se trouve là un levier essentiel de nos luttes. Avec ou sans emploi, il s'agit de mobiliser autour de cette résistance à l'austérité tous ceux qui, à des conditions toujours pires, sont acculés à vendre sur le Marché leur force productive.

C'est dans l'imaginaire concret d'une société en profonde mutation que nous trouverons le lien entre ceux qui souffrent d'un travail pour lequel ils cultivent à juste titre une véritable aigreur et ceux qui résistent à y entrer en refusant de postuler pour n'importe quel job à n'importe quel prix. Inventer une société où seraient repensés le sens du travail, la notion de revenu, les finalités de la production, le financement des filets de la sécurité sociale – autant d'éléments constitutifs d'un nouveau welfare, débarrassé de la prédation capitaliste et de la destruction générale du vivant !

Le pari est loin d'être gagné... D'autant qu'en attendant, les chômeurs, terrorisés, épuisant leur énergie à se départir de la honte qu'on voudrait qu'ils endossent, subissent l'humiliation de contrôles suspicieux placés sous la haute surveillance de sociétés de gardiennage, perdent leur temps à postuler pour des postes imaginaires et s'engluent dans les méandres de formations proposées par le secteur, désormais juteux et souvent infantilisant, de la réinsertion socioprofessionnelle. Un vrai gâchis sociétal !

Dans un tel contexte, nos assemblées de lutte, ouvertes, horizontales, auto-formatives, patinent

bien souvent, d'autant que les moyens nous manquent, matériels et financiers. Les ébauches sont pourtant prometteuses.

A Bruxelles, le 24 mai, une première action publique mobilise une centaine de personnes au siège de la société Delhaize pour dénoncer les pratiques d'éludement de l'impôt par les multinationales en pleine période de crise et alors que la bourse cote à la hausse tout licenciement significatif de personnel. A Liège se concoctent pour septembre des capsules vidéo, portraits ou témoignages de gens qui pensent et travaillent « autrement », vidéo-tracts plus directement dénonciateurs (comme sur la discrimination au logement que subissent nombre de personnes sans « fiche de paie »), capsules satiriques aussi (comme le futur jeu en ligne « *Chômeur for Life* »... à ne manquer sous aucun prétexte). Se prépare également la mise en place dans un ou plusieurs lieux associatifs d'un espace de rencontres et de paroles, articulé à des ateliers d'écriture, d'informations juridiques, d'auto-formations aux questions économiques et financières. Puis se construisent, toujours pour la rentrée, des actions symboliques et médiatiques menées tout près (voire au cœur) d'espaces publics ou d'institutions que « on n'aime » bien.

Une médiatisation sur laquelle nous entendons avoir notre propre prise, en réussissant à sortir de la dépendance à un réseau mainstream, même « modéré », dans lequel nous avons quasi perdu confiance.

Il nous faut donc créer nos sites, appréhender les réseaux sociaux, dompter ces nouvelles manières de faire savoir. Et en même temps trouver le bon angle d'attaque, celui qui fera reliance entre tous ceux qu'aujourd'hui les différents pouvoirs divisent et montent les uns contre les autres. Il y a urgence car, à lire ou à entendre certains commentaires, le pogrom n'est peut-être pas loin. Pour l'éviter, nous avons besoin, dans la durée, d'énergies, de forces, de capacités créatives, de compétences techniques, de colères et de rages, mais aussi d'une formidable solidarité humaine... Car si les lois sont passées, les coups illégitimes ne sont pas encore tombés... Et ils feront moins mal si on se serre, corps contre corps...

**tcherrym, de [Riposte.cte](http://Riposte.cte)**